

La faim et la malnutrition ont été des problèmes constants dans les pays asiatiques bien avant que la pandémie de COVID-19 ne frappe la région, avec un nombre impressionnant de **418 millions** de personnes sous-alimentées. Ironiquement, des pays comme l'Inde figurent parmi **les premiers producteurs de denrées alimentaires du monde**, tout en étant confrontés à des **taux de malnutrition parmi les plus élevés**. Les inégalités et la pauvreté profondément enracinées, liées à un chômage généralisé, à la privation de terres et à la faiblesse des salaires, ont été exacerbées par la pandémie, le fossé entre les pauvres et les riches se creusant considérablement dans des pays comme le **Bangladesh**. En outre, de nombreuses parties de la région continuent de connaître une montée de régimes autoritaires, associée à un rétrécissement de l'espace pour la société civile et à l'oppression des défenseur·se·s des droits humains.

L'**Indonésie** est entrée dans sa **première récession économique depuis 22 ans**, faisant grimper **taux de chômage** et de **pauvreté** à des niveaux record. Le nombre officiel de personnes pauvres au **Bangladesh** a augmenté de près de 50 %, pour **atteindre 49,43 millions en 2020**, ramenant presque le pays au niveau de pauvreté qu'il affichait en 2010.

*"L'augmentation de l'extrême pauvreté et la perte de revenus et d'emplois ont fait que les gens n'avaient pas d'argent pour acheter de la nourriture et ne pouvaient pas survivre. Fondamentalement, la plupart des gens souffraient de la faim et ceux qui parvenaient tant bien que mal à avoir de la nourriture, manquaient de nutrition en raison de la mauvaise qualité de la nourriture... (La plupart d'entre eux) n'avaient que du riz, de l'amidon et des pommes de terre, ce qui a conduit à la malnutrition."*

UBINIG/ PHM, Bangladesh.<sup>2</sup>

→ Voir la vidéo d'UBINIG

Les mesures de confinement, souvent appliquées de manière autoritaire (comme en **Inde** et aux **Philippines**), ont aggravé la situation déjà désastreuse des populations, provoquant une forte baisse des activités économiques et des revenus. Cette situation a particulièrement touché les personnes travaillant dans les secteurs informels et faiblement rémunérés de l'économie, qui consacrent un pourcentage élevé (jusqu'à 70 %) de leurs revenus à la nourriture. Combiné à une hausse des prix des denrées alimentaires de base dans plusieurs pays, il en a résulté une augmentation exponentielle de la faim, de la malnutrition et des décès parmi les groupes les plus défavorisés et marginalisés de la société.

Les petit·e·s producteur·rice·s de denrées alimentaires ont été durement touché·e·s par les mesures de confinement. Au **Bangladesh**, par exemple, 66 jours de confinement continu ont perturbé l'ensemble du système alimentaire. La production et la vente de produits laitiers, de viande, de volaille, de légumes et de

<sup>2</sup> N.d.T.: Traduction de la citation pour ce rapport.

fruits ont connu une forte baisse. Au **Népal**, le confinement imposé ainsi que **les interdictions officielles ont fortement perturbé la vie des groupes les plus touchés**, tels que les petit·e·s producteur·rice·s alimentaires, en particulier les femmes, les migrant·e·s de retour au pays, les personnes travaillant à la journée, les familles dirigées par des femmes, les personnes handicapées et les Dalits (en particulier les femmes Dalits). Le taux d'insécurité alimentaire et nutritionnelle a **augmenté de 8 %** au cours d'un seul mois de confinement. En raison du manque de mobilité, exacerbé par les contraintes de transport, les activités routinières de récolte, de plantation et de commercialisation des cultures ont été bouleversées. Les agriculteur·rice·s qui cultivent des produits hautement périssables ont été les plus durement touché·e·s. Presque toutes les personnes travaillant dans l'agriculture ont perdu leur emploi et leur salaire.

Dans un **rapport** publié en décembre 2020, le GNRtFN a noté que le confinement de mars 2020 en **Inde**, imposé sans aucune consultation publique, a entraîné "le chaos et des difficultés pour de nombreux pans de la société, mettant des vies en danger et entraînant des pertes énormes, notamment une augmentation exponentielle de la faim et des décès parmi les personnes les plus vulnérables." Dans une **enquête** réalisée par la Right to Food Campaign (RTFC) et le Centre for Equity Studies de septembre à octobre 2020, 62 % des près de 4 000 personnes interrogées ont déclaré que leurs revenus étaient inférieurs à ceux de la période pré-pandémique. La même enquête a révélé que 45% devaient emprunter de l'argent pour acheter de la nourriture ; 71% ont déclaré que la quantité nutritionnelle des aliments qu'ils consommaient s'était détériorée ; et 27% se couchaient parfois sans manger.

En Asie, comme dans d'autres régions, les personnes déjà les plus marginalisées et opprimées ont été les plus durement touchées par la crise, tout en passant souvent entre les mailles du filet des mesures de protection sociale. Les femmes, en tant qu'acteurs majeurs du système alimentaire, ont été **particulièrement touchées par les restrictions**

**de circulation**, ont dû assumer l'essentiel du travail supplémentaire de soins en raison des rôles traditionnellement dévolus aux femmes, ont souvent été victimes de discrimination dans le cadre des mesures de protection sociale (voir ci-dessous) et ont été confrontées à une augmentation de la violence domestique. Au **Népal**, par exemple, les petites productrices de légumes qui vendent au porte-à-porte ont perdu leur principale source de revenus. Comme la plupart des travailleurs masculins migrants sont rentrés chez eux à cause de la COVID-19, les tâches ménagères et les soins traditionnellement relégués aux femmes ont augmenté. La violence sexiste a également augmenté.



Les travailleur·se·s migrant·e·s ont également été confronté·e·s à des difficultés extrêmes. Dans une enquête menée auprès de 11 000 travailleur·se·s migrant·e·s à travers l'**Inde** au cours des 21 premiers jours du confinement, le Stranded Workers Action Network a constaté que 96 % d'entre ces personnes n'avaient pas reçu de rations du gouvernement et que 70 % n'avaient pas reçu de nourriture cuisinée, tandis que 89 % n'avaient pas du tout été payé·e·s par leurs employeurs pendant le confinement. Selon les médias, au moins 989 décès sont directement attribuables au confinement.

La situation critique des populations autochtones pendant la pandémie a été aggravée par la discrimination structurelle et les conditions socio-économiques qui en résultent, auxquelles elles sont soumises depuis la période coloniale. Au **Bangladesh**, la non-reconnaissance par le gouvernement du statut des terres ancestrales et la mise sous séquestre des terres ont fait que la culture traditionnelle Jhum (itinérante) n'est plus viable. La perte de leurs terres et de leurs moyens de subsistance n'a laissé aux populations autochtones d'autre choix que de travailler à la journée. Or, aujourd'hui, en pleine pandémie, beaucoup ont perdu leur emploi et leurs revenus.

Dans plusieurs pays, dont le **Pakistan**, le **Népal**, le **Bangladesh** et les **Philippines**, la crise alimentaire qui s'est déclarée alors que les gouvernements réagissaient pour enrayer la pandémie a été renforcée par les catastrophes naturelles causées par le changement climatique et la destruction de l'environnement, telles que les invasions de criquets, les pluies intempestives, les inondations, les chutes de neige, la sécheresse et les typhons.

Si les groupes de population marginalisés et défavorisés ont été poussés à la limite de la survie, certains ont par contre tiré profit de la pandémie. En **Indonésie**, par exemple, les mesures de distanciation sociale imposées par l'État, qui ont restreint les déplacements et interdit les activités publiques telles que les manifestations, ont été utilisées comme levier pour intensifier l'accaparement des terres et l'exploitation de la nature. Les entreprises de bois de pulpe, d'huile de palme, d'exploitation forestière, de sucre et de tabac ont étendu leurs activités de manière agressive, envahissant les territoires coutumiers et les zones forestières où vivent les peuples autochtones et les communautés locales. Cela a entraîné une augmentation des conflits fonciers et une marginalisation accrue des groupes déjà privés de leurs droits. Selon un rapport du Konsorsium Pembaruan Agraria (KPA), un total de 138 conflits fonciers ont eu lieu entre avril et septembre 2020. Au moins 11 personnes ont été tuées, 19 blessées et 134 autres ont fait l'objet d'accusations criminelles en rapport avec des incidents d'accaparement de terres. Les personnes touchées étaient principalement des peuples autochtones, des paysan·ne·s et des militant·e·s.

Aux **Philippines**, la pandémie a servi de couverture à une militarisation accrue des zones rurales et à une augmentation de la violence d'État et des meurtres de militant·e·s des droits humains et des droits fonciers. Les manifestant·e·s sont considéré·e·s comme "contrevenant à la quarantaine" et font l'objet de mesures sévères, tandis que de nombreuses organisations progressistes ont été étiquetées comme communistes.

D'importantes lacunes ont été constatées dans les mesures prises par les gouvernements pour faire face à la crise alimentaire. Des parties importantes de la population ayant droit à des prestations ont été exclues pour des raisons allant de statistiques démographiques obsolètes et de problèmes de formalités (**Inde et Philippines**) à la discrimination fondée sur le sexe, l'origine ethnique et les castes (**Bangladesh, Pakistan et Inde**).

Au **Pakistan**, par exemple, le fait que de nombreuses femmes ne possèdent pas de carte d'identité nationale, ni de téléphone portable, les deux étant requis pour s'inscrire aux prestations de protection sociale, a entraîné l'exclusion de près d'un tiers des femmes éligibles. L'une des raisons pour lesquelles les femmes n'ont pas de carte d'identité est la restriction de la mobilité des femmes, déjà présente avant les confinements, qui les empêche d'obtenir le document dans les bureaux gouvernementaux respectifs. La nécessité de disposer de téléphones portables et de cartes d'identité nationales a également entraîné l'exclusion de facto des populations autochtones du **Bangladesh** de la possibilité de recevoir des transferts monétaires du gouvernement. Selon certains rapports, l'armée et les colons bengalis ont empêché la distribution de colis d'aide alimentaire non publics dans les régions où vivent les peuples autochtones.



De plus, l'aide d'urgence arrivait souvent trop tard (**Philippines**) et reposait sur un budget trop limité pour couvrir tous les besoins (**Bangladesh**). Des cas de corruption, de mauvais ciblage et de mauvaise gestion ont également été signalés.

Il est important de noter que les mesures ont consisté en grande partie en des transferts de nourriture et d'argent, ce qui n'a permis qu'un soulagement temporaire, négligeant les possibilités de rétablir les moyens de subsistance et de s'attaquer aux profondes inégalités à l'origine des vulnérabilités. Certaines des solutions, aggravant les causes profondes de la crise alimentaire, ont également fait l'objet de critiques sévères. Citons par exemple la création de domaines alimentaires en **Indonésie** et le défrichement connexe de zones forestières sur près de deux millions d'hectares de terres dans le centre de Kalimantan, en Papouasie et dans le nord de Sumatra, qui pourraient conduire à une nouvelle catastrophe écologique semblable à l'échec du projet de méga-plantation de riz sous le régime de Suharto. Les **Philippines** ont encore abaissé leurs droits de douane sur le riz pour lutter contre l'inflation, aggravant ainsi la situation des paysan-ne-s déjà aux prises avec les importations de riz bon marché avant la pandémie.

Certains gouvernements ont également utilisé la pandémie comme couverture pour introduire de nouvelles lois qui constituent des menaces importantes pour



la jouissance du droit à l'alimentation et à la nutrition. On peut citer l'exemple de l'**Inde**, qui a promulgué à la hâte, sans aucune participation publique, **trois lois agricoles** en septembre 2020, qui ont déclenché des grandes et longues manifestations impliquant des milliers de paysans dans tout le pays. En avril de cette année, malgré la forte augmentation des cas de COVID-19, **les manifestants ont promis de poursuivre** leurs sit-in 24 heures sur 24. Ils demandent au gouvernement d'abroger ces lois qui, selon eux, démantèleraient le système des marchés publics, feraient baisser les prix des produits agricoles, encourageraient les monocultures à grande échelle et permettraient aux entreprises privées de stocker et de spéculer sur les légumineuses et les céréales essentielles, faisant ainsi grimper les prix des denrées alimentaires. En Indonésie, la Chambre des représentants a adopté la "loi omnibus", un ensemble de lois visant à attirer les investissements étrangers. L'élaboration de **cette loi a été marquée par un manque de transparence et de participation publique**, et a suscité une opposition massive de la part des mouvements sociaux, des travailleurs, des organisations de la société civile et des communautés en raison de graves préoccupations en matière de droits humains, de travail et d'environnement.

Sur une note positive, en janvier 2021, la Chambre des représentants des **Philippines** a approuvé la *Loi sur le droit à une alimentation adéquate* qui inscrit dans la loi la garantie constitutionnelle du droit à une alimentation adéquate. Dans le même temps, cependant, d'importants progrès réalisés en matière de réalisation du droit à une alimentation adéquate, grâce au programme de réforme agraire de 1988, sont actuellement menacés d'annulation. Un **arrêt de la Cour suprême de 2020** menace les communautés paysannes qui ont bénéficié de la réforme, comme les agriculteur-rice·s de Sariaya, de les déposséder de leurs terres et de leurs moyens de subsistance, en utilisant une fausse ordonnance de zonage local pour exclure leurs 295 hectares de terres de la réforme.

Il convient également de souligner l'annonce faite en avril 2021 par le président du Sri Lanka concernant la transition du pays vers une "**socio-économie verte avec des solutions durables pour les changements climatiques**", qui prévoit l'interdiction de tous les engrais et pesticides chimiques dans le pays afin de protéger la santé de la population et la biodiversité. Là encore, bien qu'il s'agisse d'une décision historique, elle doit être prise avec prudence. Au Sri Lanka, un amendement constitutionnel d'octobre 2020 a dangereusement ouvert la voie à la concentration du pouvoir entre les mains de la présidence, annulant d'importantes réformes menées par la société civile depuis 2015 pour freiner l'autoritarisme. Dans ce contexte, il sera important de suivre de près la manière dont la transition sera mise en œuvre, et quels seront les impacts pour les petit·e·s producteur·rice·s.

## RÉPONSES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DES COMMUNAUTÉS

Dans tous les pays, une multitude d'initiatives populaires ont vu le jour pour faire face à la crise alimentaire et évoluer vers des systèmes alimentaires plus sains et plus durables.

En avril 2021, un groupe d'agriculteur·rice·s, de vendeur·se·s de légumes locaux et un jeune entrepreneur ont pris la première initiative pour lutter contre la faim aux **Philippines** en fournissant gratuitement de la nourriture aux gens. À Quezon City, le groupe a installé des chariots remplis de riz, de légumes, de conserves et d'autres produits de base. Des panneaux dans les stands d'épicerie en plein air invitaient les gens à se servir gratuitement en fonction de leurs besoins ou à donner de la nourriture et d'autres produits de première nécessité en fonction de leurs capacités. La mise à l'index des organisateur·rice·s de l'initiative alimentaire ne les a pas dissuadé·e·s de créer d'autres garde-manger communautaires. Vers la fin du mois d'avril, au moins 80 cantines communautaires établies par des citoyen·e·s ont vu le jour dans la région métropolitaine de Manille, et plus de 300 autres ont essaimé dans les rues et les ruelles des Philippines.

Grâce à ces garde-manger, les communautés paysannes ont pu livrer directement leurs produits gratuits à la population philippine affamée. Les agriculteur·rice·s de la province de Tarlac ont donné des tonnes de patates douces, les pêcheur·euse·s de la province de Rizal, au moins 50 kilogrammes de tilapia frais à un garde-manger de Quezon City. Les agriculteur·rice·s de la ville de Sariaya, appartenant au groupe Ugnayan-Katarungan, ont livré leurs légumes non seulement à la population de la ville voisine de Lucena, mais aussi à celle plus éloignée de Quezon City.

En **Indonésie**, plusieurs initiatives de solidarité "par la base" ont vu le jour. Il s'agit notamment des cuisines publiques qui offrent de la nourriture aux personnes travaillant dans le secteur informel et aux communautés en situation de vulnérabilité, telles que les travailleur·se·s du sexe, les personnes handicapées et les éboueurs ; des plantations communales de cultures vivrières locales ; et des partenariats entre producteur·rice·s et consommateur·rice·s.

En **Inde**, les communautés paysannes ont mis en pratique des solutions durables aux problèmes de santé et de faim. Par exemple, dans l'État de Manipur, des agricultrices aidées par le Centre pour le développement social ont commencé à pratiquer l'agriculture biologique et le lombricompostage pour produire des aliments nutritifs et éviter l'utilisation de pesticides et d'engrais nocifs.

Des groupes de la société civile, tels que la Fondation Maleya et KHANI au **Bangladesh**, se sont également engagés activement dans le suivi de la portée et de l'impact des mesures liées à COVID-19, et se sont engagés dans un plaidoyer national et international afin d'inciter à des actions visant à remédier à la situation de dénuement des groupes marginalisés. Un résultat concret de ce plaidoyer a été le lancement d'un service de trains spécialisés pour le transport alternatif des produits agricoles et l'annonce de plusieurs mesures de stimulation pour le secteur agricole.



Photo | Ugnayan-Katarungan